



STOP aux nouveaux OGM !

Confédération
Paysanne

Limagrain, nouveau Monsanto français

Le groupe Vilmorin-Limagrain compte bien obliger les français à manger ses nouveaux OGM brevetés. Mais comment faire manger des OGM à des consommateurs qui n'en veulent pas ? Très simple : il suffit de dire que ce ne sont pas des OGM !

La ficelle est énorme, mais elle est déjà mise en œuvre au niveau mondial par le trio de tête des multinationales semencières. Monsanto, Pionner et Syngenta ont colonisé tous les lieux de propagande et de décision du monde. Que ce soit à la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture), dans les universités les plus prestigieuses, les centres de recherche agricole, aux gouvernements étaisuniens et canadiens, à la Commission européenne, dans tous les programmes agricole de lutte contre la faim ou d'adaptation au changement climatique... on entend désormais la même chanson : « *les nouveaux OGM issus de mutations dirigées in vitro, CrisprCas9 et autres cisgenèse... ne sont pas des OGM. Ils sont même devenus agroécologiques !* »

Vilmorin/Limagrain est le quatrième semencier au niveau mondial. Pour ne pas rester à la traîne de ses trois concurrents et complices, il a décidé d'appliquer cette recette chez nous. Il a placé ses cadres ou anciens cadres à tous les postes clefs des lieux de décision des politiques publiques concernant les semences : GNIS (interprofession semencière), Union Française des Semencier, SOC (service officiel de contrôle des semences), GEVES (contrôle public de l'enregistrement au catalogue des semences et de l'octroi de Certificats d'Obtention Végétale), Comité Technique Permanent de la Sélection, pôles de compétitivité agronomique...

... sans oublier pas moins de trois représentants au Comité Économique, Éthique et Social du Haut Conseil des Biotechnologie (HCB). C'est là qu'il a pesé de tout son poids pour permettre la publication d'un faux avis du HCB grâce auquel le ministère de l'Agriculture peut reprendre la chanson préférée des biotechnologues : les nouveaux OGM ne sont pas des OGM. Ce forfait a provoqué la démission d'un membre du Comité Scientifique et de 7 organisations membres du CEES. Suite à cette tempête qui a débordé hors du verre d'eau où le HCB voulait la cantonner, le faux avis a été rétrogradé à rang d'un simple document. Mais le gouvernement, aveuglé par les pressions du lobby FNSEA/GNIS/Limagrain, semble ne pas l'avoir remarqué.

Et il y a un « avantage » supplémentaire à ne pas réglementer ces nouveaux OGM : cela devrait permettre de breveter les semences qui existent déjà dans les champs des paysans ! Vilmorin/Limagrain a beau assurer qu'il refuse le brevetage de gènes existants déjà à l'état naturel (traits natifs), cela ne concerne en fait que les brevets de ses concurrents. Lui en revendique d'autres afin de pouvoir interdire aux paysans de continuer à sélectionner et reproduire leurs propres semences, et envoie ses lobbyistes convaincre les parlementaires de ne pas l'en empêcher.

A la veille de la journée mondiale d'actions contre Monsanto, Vilmorin/Limagrain doit s'engager publiquement à renoncer à ses nouveaux OGM et à ses brevets biopirates sur les traits natifs des plantes.

Le gouvernement français est propriétaire de 10% du capital du groupe Vilmorin/Limagrain par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignation : il peut et doit l'y contraindre !

**Ne laissons pas l'industrie semencière
s'approprier nos savoir-faire !**